

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-a-ete-presseee-entre-2000-et-2003-par-le-FMI-elle-a-paye-7-300-millions-de-dollars-nets>

L'Argentine a été pressurée entre 2000 et 2003 par le FMI : elle a payé 7.300 millions de dollars nets

- Argentine - Économie - Dette externe -
Date de mise en ligne : samedi 7 février 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pendant 2002-03, durant la période critique qui a suivi l'effondrement de la convertibilité, les organismes financiers multilatéraux ont obligé le pays à leur faire des transferts record. Ces virements ont atteint 7.278 millions de dollars.

Pendant que l'Argentine est la cible d'une pression croissante du Fonds Monétaire International (FMI), et de plusieurs pays qui pèsent dans son environnement et évidemment des groupements de porteurs des bons en défaut, la réalité est que le pays a annulé ses obligations avec les organismes financiers internationaux au cours des années 2002 et 2003 pour un chiffre net record de 7.278 millions de dollars.

Voilà l'impressionnant transfert de liquidités qui résulte de la réception de la somme de 9.329 millions et du versement de paiements pour 16.607 millions de dollars. Tel le calcul effectué par M&S, le bureau de consultants des économistes Carlos Melconian et Rodolfo Santangelo, sur la base de données de la Banque Centrale de la République Argentine (BCRA). Le chiffre dépasse largement celui mentionné par le ministre d'Économie, Roberto Lavagna lui-même, dans un article qu'a publié hier sous sa signature le journal La Nacion. Où il fait référence à "plus de 6.000 millions". Selon M&S, il est resté en dessous de quelques millions.

Si le FMI ne donnait pas son approbation à l'imminente seconde révision de son accord avec l'Argentine, celle-ci ferait face en mars au dilemme de devoir ajouter à la saignée nette de ressources qu'on vient de mentionner les dollars correspondant à une échéance nouvelle bien lourde. Le montant en est de 2.090 millions de DEG (Droits spéciaux de virement, un panier spécial de monnaies que gère l'organisme). Selon le taux de change d'hier, cette obligation se monterait à 3.117 millions de dollars. Le gouvernement a déjà avancé qu'il ne pense pas payer avec des réserves, à moins que le FMI ne lui assure le remplacement rapide de ces devises, ce qui implique d'approuver la révision.

Comme le rappelle Luis Lucioni, de la Fondation radicale CECE, ces 2.090 millions de DEG ont été déboursés par le FMI le 10 septembre de 2001. Ils provenaient d'un fonds spécifique, appelé Ligne Complémentaire de Réserves, et ont été accordés comme soutien au Plan de Déficit Zéro, sur la base duquel le président Fernando de la Rúa et son ministre Domingo Cavallo ont proclamé le 9 juillet de la même année « l'indépendance économique de la nation ».

Les 2.090 millions faisaient partie d'un paquet de 4.181 millions de DEG, qui devaient être restitués sous la forme de deux quotes-parts semestrielles, avec une année de tolérance. L'Argentine a payé en septembre 2003 la quote-part qui est arrivée à échéance le même mois de 2002, et devrait payer celle qui arrive à échéance le 9 mars 2003. La première échéance est toujours presque automatiquement prorogeable, puisqu'elle rentre dans ce qu'on appelle le "Calendrier prévu", mais la deuxième n'est pas prorogeable, parce elle fait partie du "calendrier obligatoire". Tout cet argent qui fut contrepartie du Plan de Déficit Zéro a servi comme rustine aux réserves et à financer la fuite de capitaux.

'Cet argent, qui est aujourd'hui entre les mains de banques et de particuliers, est maintenant la dette que l'État doit restituer.

Les paiements nets effectués par le pays aux organismes financiers internationaux s'élèvent à 4.580 millions de dollars pour 2002, année où il n'a reçu aucune somme du FMI, et 12.027 millions en 2003, pour des remboursements de 9.329 millions pendant cet exercice.

L'Argentine a été pressurée entre 2000 et 2003 par le FMI : elle a payé 7.300 millions de dollars nets

Le transfert net de 7.278 millions est décomposé en 4.182 millions à titre de capital (dont 92 % reviennent à la Banque Mondiale et au BID) et 3.096 millions en intérêts, de sorte que le pays pourrait réclamer le montant du capital qui lui serait retourné comme un financement à long terme, avec l'argument qu'il est inhabituel que, face à une économie qui affronte une déconcertante crise de dette, les institutions multilatérales ne l'aident pas en lui prenant ses ressources.

Le véritable montant des transferts nets que la Argentine a effectué en faveur des organismes dans les mois dramatiques qui ont suivi l'effondrement de la convertibilité surprend même les initiés. Un économiste argentin du siège local d'une importante multinationale a choisi de demander à dix autres économistes - s'ils voulaient bien lui communiquer combien d'argent net le pays avait remboursé aux organismes financiers multilatéraux durant les deux dernières années. Aucune réponse ne s'est approchée du véritable chiffre. Celui qui fut le plus près, a répondu à 5.500 millions de dollars, et encore il est ainsi resté presque 25 % en dessous.

Quand le Fond a signé avec l'Argentine l'accord en vigueur, il avait choisi d'être en retrait en ce qui concerne la renégociation de la dette avec les détenteurs de bons, mais déjà depuis le 17 décembre dernier, quand il avait approuvé la première révision, il avait abandonné cette position, en utilisant sa capacité de pression en faveur des créanciers privés. Toutefois, il ne s'est pas offert comme élément de la solution, en restituant au pays presque les 4.200 millions du remboursement du capital net qu'il a encaissé pendant les deux dernières années.

Vers le milieu de février Commence la seconde révision :

La "bonne foi" du FMI atterrit

Il n'y a pas repos dans la relation avec le Fonds Monétaire. Une semaine seulement est passée depuis la dernière approbation que l'organisme a donné à l'économie argentine, et depuis Washington a été décidée la visite à Buenos Aires d'une nouvelle mission. L'objectif : continuer à contrôler la marche économique, en vue de l'échéance de 3.100 millions de dollars qui arrive le 9 mars prochain.

"Nous avons l'espoir que la mission viendra en Argentine vers la moitié de février", a annoncé hier le porte-parole du FMI pour l'Amérique latine, Francisco Baker, depuis la capitale américaine. Même si sur le papier il s'agit du suivi des objectifs fixés dans le dernier accord, le vrai fond de la visite des techniciens sera l'avancement de la renégociation de la dette en défaut.

La position de la Casa Rosada est ferme : on ne payera pas cette échéance à moins d'être sûr que le FMI donnera son approbation à la révision de l'accord. De cette manière, il restituerait le versement quelques jours plus tard.

A Washington, ils ne mettent pas en doute la situation de l'économie. Il est évident que le PIB croît à un rythme qui les surprend. Toutefois, ils laissent savoir que la clé pour l'approbation sera que le Gouvernement est avancé sur la négociation de la dette. La dernière révision, par exemple, a été retardée de plus d'un mois parce qu'à l'étranger courrait la rumeur d'un compromis argentin selon lequel on payerait plus aux créanciers que le 3 % d'excédent réglé.

La pression va augmenter. Un des pays du puissant G7 a réclamé hier un signal "de bonne foi" envers les créanciers. Jean-Pierre Joyet, directeur du Trésor de la France, a dit que les ministres de Finances du Groupe demanderont à l'Argentine "d'entamer un dialogue constructif et de bonne foi avec l'ensemble des créanciers".

Ce n'est pas, précisément, le sentiment de quelques créanciers. L'association de détenteurs des bons allemands le DSW a qualifié comme une "gifle" l'expression de Néstor Kirchner disant que : « ceux qui ont acheté des bons argentins dans la décennie 90 " savaient qu'ils jouaient, en allant au casino tenter leur chance ". Malgré la colère des créanciers, le ministre de l'Intérieur, Aníbal Fernández, a confirmé cette analyse.

L'Argentine a été pressurée entre 2000 et 2003 par le FMI : elle a payé 7.300 millions de dollars nets

Il a dit que les détenteurs de bons "connaîtront de grandes pertes et ils le méritent », répondant ainsi à un éditorial du journal londonien le Financial Times. Le fonctionnaire a pris comme exemple le rendement qu'avait un bon argentin et son semblable américain : "Quand aux Etats-Unis un bon d'assurance avait 1.5 ou 1.6% de taux d'intérêt effectif annuel, l'Argentine payait le 12.34 %". Ce différentiel sous entendait implicitement le risque de l'investissement.

[Página 12](#), 5 février 2004

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi